



Douane suisse: engagements internationaux

Contexte

Le passage à l'économie de marché dans les Etats de l'Europe centrale et orientale, le rétablissement de structures civiles au Kosovo, en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine, ainsi que divers foyers conflictuels exigent l'engagement de l'Administration fédérale des douanes (AFD). Celle-ci met des experts à la disposition de diverses organisations internationales, telles que l'ONU, la Commission européenne, l'OSCE, l'OMC, l'Organisation mondiale des douanes et l'AELE. La dimension politique des engagements à l'étranger est évaluée principalement en collaboration avec le DFAE et le SECO.

Les experts engagés doivent avoir d'excellentes compétences professionnelles, faire preuve de souplesse et posséder de bonnes connaissances linguistiques. L'engagement a lieu sur une base volontaire.

Contenu

- L'AFD met des gardes-frontière à disposition en tant que conseillers en matière de police (UNPOL/EUPOL) pour des missions de l'ONU (depuis 1993), de l'OSCE (depuis 1998) et de l'UE (depuis janvier 2003). Actuellement, un UNPOL est en poste en Géorgie, trois gardes-frontière armés sont en mission au Kosovo pour le compte de l'UE. Dans toutes les missions, les gardes-frontière œuvrent conjointement avec des conseillers en matière de police issus de corps de police municipale et cantonale.
- Plus d'une douzaine de membres du Corps des gardes-frontière collaborent en tant que spécialistes ou responsables des visas dans des représentations suisses à l'étranger.
- Dans le cadre de l'accord de libre-échange, l'AFD offre à l'administration douanière égyptienne une assistance en matière de formation. Le projet comporte trois parties et est financé par le SECO. L'objectif est d'actualiser la formation, d'élaborer un nouveau plan de formation et de carrière pour les collaborateurs de l'administration des douanes égyptienne et de contribuer à la mise en place, à Alexandrie, de la nouvelle école centrale des douanes en favorisant une gestion moderne de cette dernière. Un expert de l'AFD, sur place depuis janvier 2007, est chargé de la mise en œuvre de ce projet. Il est prévu de lancer cette année un programme d'assistance similaire au profit de l'administration douanière tunisienne.
- Egalement en collaboration avec le SECO et dans le cadre de la coopération économique au développement, l'AFD met en permanence des experts à la disposition de l'OMC pour des missions d'assistance technique et d'évaluation dans le domaine douanier.
- Un expert de l'AFD est engagé comme conseiller dans le cadre de la mission de paix des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Actif dans la surveillance de l'embargo sur les armes, il contribue à améliorer les structures et les mécanismes de contrôle permettant de saisir les armes légères illégales dans les aéroports et les ports.
- Actuellement, la division des relations commerciales du secrétariat de l'AELE, à Genève, accueille un expert pour le traitement de questions douanières. En règle générale, une collaboratrice/un collaborateur de l'AFD peut faire une fois par an un stage de six mois au secrétariat de l'AELE.



- Jusqu'à présent, plus d'une douzaine de stagiaires de l'AFD ont pu profiter des connaissances acquises et des contacts établis à la faveur d'un séjour de plusieurs mois auprès de la direction générale TAXUD (Fiscalité et union douanière) de la Commission européenne à Bruxelles. Un expert et une experte travaillent auprès de la même direction afin de garantir le transfert réciproque du savoir-faire dans les domaines du code des douanes et des régimes douaniers.
- Depuis mai 2004, un expert de douane assume la fonction de "technical officer" auprès de l'Organisation mondiale des douanes à Bruxelles dans les domaines du tarif douanier et de l'origine.

Perspectives

L'AFD est en principe favorable aux engagements internationaux. Ceux-ci sont utiles tant aux personnes qui interviennent qu'aux bénéficiaires des actions menées. Toutefois, le manque chronique de personnel, les problèmes de disponibilité et l'insuffisance des moyens financiers contraignent fréquemment l'AFD à rejeter des demandes d'assistance.

Etat: janvier 2009

ARCHIVÉ